

Brochure n° 3255

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1619. – CABINETS DENTAIRES**

AVENANT DU 5 JUILLET 2019  
À L'ACCORD DU 21 MARS 2019 RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR  
DE COMPÉTENCES (OPCO DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ)

NOR : ASET1951226M  
IDCC : 1619

Entre :

FSDL ;

FCDF ;

UD,

D'une part, et

FFASS CFE-CGC ;

FSPSS FO ;

FSAS CGT ;

UNSA santé sociaux ;

SNISPAD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage prévue par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018, relative à la liberté de choisir son avenir professionnel, a modifié l'ensemble des circuits de financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage (collecte et affectation des contributions formation).

Ainsi, les contributions légales à la formation professionnelle seront collectées par France compétences, nouvelle instance de gouvernance nationale de la formation professionnelle et de l'apprentissage, qui se chargera de répartir l'ensemble des fonds mutualisés entre les différents acteurs suivant leur champ d'intervention.

Toutefois, dans la branche professionnelle des cabinets dentaires il existe une obligation conventionnelle (et donc supplémentaire) de contribution à la formation professionnelle continue des salariés.

Par cet avenant à l'accord désignant l'OPCO des entreprises de proximité comme opérateur de compétences pour la branche professionnelle des cabinets dentaires, les partenaires sociaux

entendent préciser quel est l'organisme compétent pour la collecte et la gestion de cette contribution conventionnelle à la formation professionnelle de leur branche professionnelle.

La contribution conventionnelle, collectée et gérée selon les dispositions du présent texte, sera calculée sur la masse salariale 2019, puis sur celle des années suivantes.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Obligation conventionnelle de contribution à la formation professionnelle continue de l'ensemble des salariés (y compris les chirurgiens-dentistes salariés)*

En application des dispositions en vigueur du code du travail les cabinets dentaires de 1 à moins de 50 salariés (et ceux de 50 à moins de 300 salariés, si le cas se présente) versent une contribution conventionnelle de formation professionnelle à l'OPCO des entreprises de proximité correspondant à 0,55 % de la masse salariale brute de l'ensemble du personnel (y compris les chirurgiens-dentistes salariés).

Ce taux de contribution conventionnelle est défini par la branche professionnelle des cabinets dentaires.

### **Article 2**

#### *Gestion des contributions conventionnelles*

L'organisme désigné par la branche pour la collecte et la gestion des contributions conventionnelles au titre de la formation professionnelle continue est l'OPCO des entreprises de proximité dont le siège social est situé provisoirement au 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Il est administré paritairement, sa composition et son mode de fonctionnement sont fixés par ses statuts.

Ces contributions ont pour objet le développement de la formation professionnelle continue. Elles sont mutualisées dès réception au sein de la branche. Elles font l'objet d'un suivi comptable distinct par l'opérateur de compétences.

### **Article 3**

#### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

### **Article 4**

#### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 5**

#### *Révision*

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **Article 6**

#### *Date d'application*

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur le lendemain de sa date de signature, soit le 6 juillet 2019 et seront opposables à tous dès lors que l'ensemble des formalités de dépôt auront été accomplies.

## **Article 7**

### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 5 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)